

**Audience publique extraordinaire du 7 mai 2021**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...,  
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile  
en matière de protection internationale (art. 35 (3), L.18.12.2015)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 45775 du rôle et déposée le 12 mars 2021 au greffe du tribunal administratif par Maître Françoise Nsan-Nwet, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Guinée), de nationalité guinéenne, actuellement assigné à résidence à la structure d'hébergement d'urgence du Kirchberg, sise à L-1734 Luxembourg, 11, rue Carlo Hemmer, tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 26 février 2021 de le transférer vers l'Allemagne comme étant l'Etat membre responsable pour connaître de sa demande de protection internationale ;

Vu l'ordonnance du président du tribunal administratif du 17 mars 2021 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 avril 2021 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Daniel Ruppert en sa plaidoirie à l'audience publique du 28 avril 2021, et vu les remarques écrites de Maître Françoise Nsan-Nwet du 6 avril 2021, produites conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

---

Le 23 décembre 2020, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par la « loi du 18 décembre 2015 ».

Le même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent de la police grand-ducale, service de police judiciaire, section criminalité organisée-police des étrangers, sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg. Il s'avéra à cette occasion, ainsi que sur base de la comparaison des empreintes digitales de Monsieur ... dans la base de données EURODAC, qu'il avait déposé une demande de protection internationale en Suisse le 17 janvier 2017 et en Allemagne le 31 janvier 2017.

Toujours le même jour, Monsieur ... fut encore entendu par un agent du ministère en vue de déterminer l'Etat responsable de l'examen de sa demande de protection internationale en vertu du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, ci-après désigné par « le règlement Dublin III ».

En date du 31 décembre 2020, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », notifia à Monsieur ... un arrêté du même jour ordonnant son assignation à résidence à la structure d'hébergement d'urgence du Kirchberg pour une durée de trois mois.

En date du 6 janvier 2021, les autorités luxembourgeoises contactèrent les autorités allemandes aux fins de la reprise en charge de Monsieur ... sur base de l'article 18, paragraphe (1), point b) du règlement Dublin III, demande à laquelle les autorités allemandes firent droit par un courrier du 13 janvier 2021 sur le fondement de l'article 18, paragraphe (1), point d) du même règlement.

Par décision du 26 février 2021, notifiée à l'intéressé par courrier recommandé expédié le même jour, le ministre informa Monsieur ... que le Grand-Duché de Luxembourg avait pris la décision de ne pas examiner sa demande de protection internationale et de le transférer vers l'Italie, sur base des dispositions des articles 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 et 18, paragraphe (1), point d) du règlement Dublin III.

Ladite décision est fondée sur les motifs et considérations suivants : « [...] Vous avez introduit une demande de protection internationale au Luxembourg en date du 23 décembre 2020 au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire (ci-après « la loi du 18 décembre 2015 »). En vertu des dispositions de l'article 28(1) de la loi précitée et des dispositions de l'article 18(1)d du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 (ci-après le règlement DIII »), le Grand-Duché de Luxembourg n'examinera pas votre demande de protection internationale et vous serez transféré vers l'Allemagne qui est l'Etat membre responsable pour traiter cette demande.

*Les faits concernant votre demande, la motivation à la base de la présente décision, les bases légales sur lesquelles elle s'appuie, de même que les informations quant aux voies de recours ouvertes sont précisés ci-après.*

*En mains le rapport de Police Judiciaire du 23 décembre 2020 et le rapport d'entretien Dublin sur votre demande de protection internationale du 23 décembre 2020.*

1. Quant aux faits à la base de votre demande de protection internationale

*En date du 23 décembre 2020, vous avez introduit une demande de protection internationale auprès du service compétent de la Direction de l'immigration,*

*La comparaison de vos empreintes dactyloscopiques avec la base de données Eurodac a révélé que vous avez précédemment introduit deux demandes de protection internationale, dont une en Suisse en date du 18 janvier 2017 et une en Allemagne en date du 31 janvier 2017.*

*Afin de faciliter le processus de détermination de l'Etat responsable, un entretien Dublin III a été mené en date du 23 décembre 2020.*

*Sur cette base, la Direction de l'immigration a adressé en date du 6 janvier 2021 une demande de reprise en charge aux autorités allemandes sur base de l'article 18(1)b du règlement DIII, demande qui fut acceptée par lesdites autorités allemandes en date du 13 janvier 2021 sur base de l'article 18(1)d du règlement DIII.*

## 2. Quant aux bases légales

*En tant qu'Etat membre de l'Union européenne, l'Etat luxembourgeois est tenu de mener un examen aux fins de déterminer l'Etat responsable conformément aux dispositions du règlement DIII établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride.*

*S'il ressort de cet examen qu'un autre Etat est responsable du traitement de la demande de protection Internationale, la Direction de l'immigration rend une décision de transfert après que l'Etat requis a accepté la prise ou la reprise en charge du demandeur.*

*Aux termes de l'article 28(1) de la loi du 18 décembre 2015, le Luxembourg n'est pas responsable pour le traitement d'une demande de protection internationale si cette responsabilité revient à un autre Etat.*

*Dans le cadre d'une reprise en charge, et notamment conformément à l'article 18(1), point d) du règlement DIII, l'Etat responsable de l'examen d'une demande de protection internationale en vertu du règlement est tenu de reprendre en charge - dans les conditions prévues aux art. 23, 24, 25 et 29 - le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre.*

*Par ailleurs, un Etat n'est pas autorisé à transférer un demandeur vers l'Etat normalement responsable lorsqu'il existe des preuves ou indices avérés qu'un demandeur risquerait dans son cas particulier d'être soumis dans cet Etat à un traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 3 de la Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après la « CEDH ») ou 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après « la Charte UE »).*

## 3. Quant à la motivation de la présente décision de transfert

*En l'espèce, il ressort des résultats du 23 décembre 2020 de la comparaison de vos données dactyloscopiques avec celles enregistrées dans la base de données Eurodac que vous avez précédemment introduit deux demandes de protection internationale, dont une en Suisse en date du 18 janvier 2017 et une en Allemagne en date du 31 janvier 2017.*

*Selon vos déclarations, vous auriez quitté la Guinée en mars 2016 en direction de la Libye où vous seriez resté pendant deux mois et où vous auriez subi des maltraitances de la part de vos passeurs. En été 2016, vous seriez monté à bord d'un bateau en direction de l'Italie. Vous auriez été secouru en mer par un navire et déposé à Lampedusa. Après un mois et demi, vous auriez quitté l'Italie dans l'intention de venir au Luxembourg. Vous vous seriez d'abord rendu en Suisse où vous auriez introduit une demande de protection internationale. Comme vous auriez voulu venir au Luxembourg, vous auriez quitté la Suisse après deux semaines sans attendre la réponse à votre demande de protection internationale. Vous auriez continué votre voyage vers l'Allemagne où vous auriez introduit une deuxième demande de protection internationale. Après trois ans en Allemagne sans réponse à votre demande de protection internationale, vous seriez parti en direction du Luxembourg qui aurait été la destination de votre choix et vous y seriez arrivé en date du 22 décembre 2020.*

*Monsieur, vous indiquez ne pas vouloir retourner en Allemagne parce que vous préféreriez faire votre vie au Luxembourg.*

*Lors de votre entretien Dublin III en date du 23 décembre 2020, vous n'avez pas fait mention d'éventuelles particularités sur votre état de santé ou autres problèmes généraux empêchant un transfert vers l'Allemagne, qui est l'Etat membre responsable pour traiter votre demande de protection internationale.*

*Rappelons à cet égard que l'Allemagne est liée à la Charte UE et est partie à la Convention du 23 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après « la Convention de Genève »), à la CEDH et à la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (« Conv. torture »).*

*Il y a également lieu de soulever que l'Allemagne est liée par la Directive (UE) n° 2013/32 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale [refonte] (« directive Procédure ») et par la Directive (UE) n° 2013/33 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale [refonte] (« directive Accueil »).*

*Soulignons en outre que l'Allemagne profite, comme tout autre Etat membre, de la confiance mutuelle qu'elle respecte ses obligations découlant du droit international et européen en la matière.*

*Par conséquent, l'Allemagne est présumée respecter ses obligations tirées du droit international public, en particulier le principe de non-refoulement énoncé expressément à l'article 33 de la Convention de Genève, ainsi que l'interdiction des mauvais traitements ancrée à l'article 3 CEDH et à l'article 3 Conv. torture.*

*Par ailleurs, il n'existe en particulier aucune jurisprudence de la Cour EDH ou de la CJUE, de même qu'il n'existe aucune recommandation de l'UNHCR visant de façon générale à suspendre les transferts vers l'Allemagne sur base du règlement (UE) n° 604/2013.*

*En l'occurrence, dans l'hypothèse où les autorités allemandes auraient effectivement rendu une décision de renvoi vers votre pays d'origine, vous ne rapportez pas la preuve que votre demande de protection internationale n'aurait pas fait l'objet d'une analyse juste et*

*équitable, ni que vous n'auriez pas les moyens de les faire valoir, notamment devant les autorités judiciaires allemandes.*

*Vous n'avez fourni aucun élément susceptible de démontrer que l'Allemagne ne respecterait pas le principe de non-refoulement à votre égard et faillirait à ses obligations internationales en vous renvoyant dans un pays où votre vie, votre intégrité corporelle ou votre liberté seraient sérieusement menacées.*

*Dans le cadre de la procédure « Dublin », il ne revient pas aux autorités luxembourgeoises d'analyser les risques d'être soumis à des traitements inhumains au sens de l'article 3 CEDH dans votre pays d'origine, mais dans l'Etat de destination, en l'occurrence l'Allemagne. Vous ne faites valoir aucun indice que l'Allemagne ne vous offrirait pas le droit à un recours effectif conformément à l'article 13 CEDH ou que vous n'aviez ou n'auriez pas la possibilité de faire valoir vos droits quant au fond de votre demande devant les juridictions allemandes, notamment en vertu de l'article 46 de la directive « Procédure ».*

*Monsieur, vous n'avez pas non plus démontré que, dans votre cas concret, vos conditions d'existence en Allemagne revêteraient un tel degré de pénibilité et de gravité qu'elles seraient constitutives d'un traitement contraire à l'article 3 CEDH ou encore à l'article 3 Conv. torture.*

*Il n'existe en outre pas non plus de raisons pour une application de l'article 16(1) du règlement DIII pouvant amener le Luxembourg à assumer la responsabilité de l'examen au fond de votre demande de protection internationale.*

*Il convient encore de souligner qu'en vertu de l'article 17(1) du règlement DIII (clause de souveraineté), chaque Etat membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par le ressortissant d'un pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le règlement, pour des raisons humanitaires ou exceptionnelles. Les autorités luxembourgeoises disposent d'un pouvoir discrétionnaire à cet égard, et l'application de la clause de souveraineté ne constitue pas une obligation.*

*Il ne ressort pas de l'ensemble des éléments de votre dossier que les autorités luxembourgeoises auraient dû faire application de la clause de souveraineté prévue à l'article 17(1) du règlement DIII. En effet, vous ne faites valoir aucun élément humanitaire ou exceptionnel qui ne serait pas couvert par les dispositions du règlement DIII et qui devrait amener les autorités luxembourgeoises à se déclarer responsables pour le traitement de votre demande de protection internationale.*

*Pour l'exécution du transfert vers l'Allemagne, seule votre capacité de voyager est déterminante et fera l'objet d'une détermination définitive dans un délai raisonnable avant le transfert.*

*Si votre état de santé devait temporairement constituer un obstacle à l'exécution de votre renvoi vers l'Allemagne, l'exécution du transfert serait suspendue jusqu'à ce que vous seriez à nouveau apte à être transféré. Par ailleurs, si cela s'avère nécessaire, la Direction de l'immigration prendra en compte votre état de santé lors de l'organisation du transfert vers*

*l'Allemagne en informant les autorités allemandes conformément aux articles 31 et 32 du règlement DIII à condition que vous exprimiez votre consentement explicite à cette fin.*

*D'autres raisons individuelles pouvant éventuellement entraver la remise aux autorités allemandes n'ont pas été constatées. [...] ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 12 mars 2021, inscrite sous le numéro 45775 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours en annulation contre la décision ministérielle précitée du 26 février 2021.

L'article 35, paragraphe (3), de la loi du 18 décembre 2015 prévoyant un recours en annulation contre les décisions visées à l'article 28, paragraphe (1) de la même loi, le tribunal administratif est compétent pour connaître du recours en annulation qui est à déclarer recevable pour avoir, par ailleurs, été déposé dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et après avoir exposé les faits et rétroactes tels que retracés ci-avant et souligné qu'il aurait été contraint de fuir son pays d'origine, la Guinée, où il aurait régulièrement fait l'objet de menaces de mort et où il aurait été qualifié de traître en raison de son appartenance à l'ethnie Sousou, le demandeur se prévaut des articles 3, paragraphe (2), alinéa 2 et 17 du règlement Dublin III.

Tout en admettant qu'il n'existe aucune jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CourEDH) ou de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), de même qu'il n'existe aucun rapport ou avis de l'UNHCR relatif à une suspension générale des transferts vers l'Allemagne, il donne à considérer que les autorités allemandes pourraient limiter ou retirer le bénéfice des conditions matérielles d'accueil, conformément aux dispositions de l'article 20 de la directive 2013/33/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 établissant des normes pour l'accueil des personnes demandant la protection internationale, ci-après désignée par « la directive Accueil », lorsqu'un demandeur « a) abandonne le lieu de résidence fixé par l'autorité compétente sans en avoir informé ladite autorité ou, si une autorisation est nécessaire à cet effet, sans l'avoir obtenue ; ».

En l'occurrence, il aurait quitté sa résidence en Allemagne sans en avoir informé les autorités, ce qui l'amènerait à estimer qu'en cas de transfert vers ce pays, il serait considéré comme un migrant en situation irrégulière et ne pourrait prétendre ni à une aide matérielle, ni à un accès à un logement décent.

A cet égard, il précise qu'il serait atteint de la tuberculose, ce dont attesteraient les examens effectués par la direction de la santé en date du 13 janvier 2021, qui recommanderait une surveillance clinique et radiologique tous les 6 mois pendant 2 ans. Il avance que son transfert en Allemagne le conduirait à vivre dans la rue dans des lieux insalubres et qu'il serait soumis à des difficultés d'accès à l'hygiène et aux soins qui constitueraient des facteurs favorisant le développement de la tuberculose.

Il estime, en outre, que les conditions d'accueil des demandeurs de protection internationale ne seraient pas garanties et craint plus particulièrement de ne pas pouvoir accéder à un logement décent en Allemagne.

Dès lors, son transfert en Allemagne l'exposerait à des violations de ses droits fondamentaux tels que protégés par les articles 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (la Charte) et l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH).

Le demandeur en conclut que, conformément à l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2 du règlement Dublin III, il serait préjudiciable de le transférer vers l'Allemagne.

En ce qui concerne l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III, le demandeur estime que les circonstances particulières de l'espèce et sa situation personnelle, à savoir le risque élevé, allégué par le demandeur, de traitements « *contraires à l'article 3* » - le demandeur ne précisant pas la disposition visée - justifieraient que le ministre se déclare compétent pour examiner sa demande de protection internationale sur le fondement de l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III, en renvoyant à un arrêt de la CJUE du 30 mai 2013<sup>1</sup> et en donnant à considérer que l'article 17, précité, permettrait au ministre de fonder sa compétence pour examiner sa demande de protection internationale notamment pour des considérations humanitaires au vu de son état de santé, tout en reprochant au ministre de ne pas avoir recherché si des raisons humanitaires justifiaient sa compétence. La décision attaquée encourrait dès lors l'annulation pour erreur manifeste d'appréciation.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours pour n'être fondé dans aucun de ses moyens.

En ce qui concerne la procédure de détermination de l'Etat membre responsable du traitement d'une demande de protection internationale, il y a tout d'abord lieu de relever qu'aux termes de l'article 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 : « *Si, en application du règlement (UE) n°604/2013, le ministre estime qu'un autre Etat membre est responsable de la demande, il sursoit à statuer sur la demande jusqu'à la décision du pays responsable sur la requête de prise ou de reprise en charge. Lorsque l'Etat membre requis accepte la prise en charge ou la reprise en charge du demandeur, le ministre notifie à la personne concernée la décision de la transférer vers l'Etat membre responsable et de ne pas examiner sa demande de protection internationale* ».

L'article 18, paragraphe (1), point d) du règlement Dublin III, sur lequel le ministre s'est basé pour conclure à la responsabilité des autorités allemandes pour procéder à l'examen de la demande de protection internationale du demandeur prévoit que « *L'Etat membre responsable en vertu du présent règlement est tenu de [...] d) reprendre en charge, dans les conditions prévues aux articles 23, 24, 25 et 29, le ressortissant de pays tiers ou l'apatride dont la demande a été rejetée et qui a présenté une demande auprès d'un autre Etat membre ou qui se trouve, sans titre de séjour, sur le territoire d'un autre Etat membre.* ».

Il s'ensuit que si le ministre estime qu'en application du règlement Dublin III, un autre pays est responsable de l'examen de la demande de protection internationale et si ce pays accepte la reprise en charge de l'intéressé, le ministre décide de transférer la personne concernée vers l'Etat membre responsable sans examiner la demande de protection internationale introduite au Luxembourg.

---

<sup>1</sup> aff. C-528/11, *Halafi*

Le tribunal constate de prime abord qu'il est constant en cause que la décision de transférer le demandeur vers l'Allemagne et de ne pas examiner sa demande de protection internationale a été adoptée par le ministre en application de l'article 28, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 et de l'article 18, paragraphe (1), point d), du règlement Dublin III, au motif que l'Etat responsable de l'examen de la demande de protection internationale du demandeur serait l'Allemagne, en ce qu'il y aurait introduit auparavant une demande de protection internationale en date du 31 janvier 2017 et que les autorités allemandes auraient accepté sa reprise en charge le 13 janvier 2021, de sorte que c'est *a priori* à bon droit que le ministre a décidé de le transférer vers ledit Etat membre et de ne pas examiner sa demande de protection internationale.

Le bien-fondé de cette motivation se dégage, par ailleurs, aussi bien des recherches effectuées dans la base de données EURODAC, que de la réponse des autorités allemandes, qui, tel que relevé ci-avant, ont accepté de reprendre le demandeur en charge sur le fondement de l'article 18, paragraphe (1), point d) du règlement Dublin III, étant, par ailleurs, relevé que le demandeur ne conteste pas que les autorités allemandes ont rejeté sa demande de protection internationale.

Le tribunal constate ensuite que le demandeur ne conteste ni la compétence de principe des autorités allemandes, ni, par conséquent, l'incompétence de principe des autorités luxembourgeoises, mais reproche au ministre d'avoir décidé de son transfert en Allemagne en violation des articles 3, paragraphe (2), alinéa 2, et 17 du règlement Dublin III.

En ce qui concerne tout d'abord le moyen ayant trait à la violation de l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2, du règlement Dublin III, celui-ci dispose que : « *Lorsqu'il est impossible de transférer un demandeur vers l'Etat membre initialement désigné comme responsable parce qu'il y a de sérieuses raisons de croire qu'il existe dans cet Etat membre des défaillances systémiques dans la procédure d'asile et les conditions d'accueil des demandeurs, qui entraînent un risque de traitement inhumain ou dégradant au sens de l'article 4 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, l'Etat membre procédant à la détermination de l'Etat membre responsable poursuit l'examen des critères énoncés au chapitre III afin d'établir si un autre Etat membre peut être désigné comme responsable* ».

Cette disposition impose à l'Etat membre procédant à la détermination de l'Etat responsable de l'examen de la demande de protection internationale d'un demandeur d'asile de s'abstenir de transférer l'intéressé vers l'Etat membre initialement désigné comme responsable, en application des critères prévus par le règlement Dublin III, s'il y a de sérieuses raisons de croire qu'il existe dans cet Etat membre des défaillances systémiques dans la procédure d'asile et les conditions d'accueil des demandeurs, qui entraînent un risque de traitement inhumain ou dégradant au sens des articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte.

La situation visée par ledit article 3, paragraphe (2), alinéa 2, du règlement Dublin III est celle de l'existence de défaillances systémiques empêchant tout transfert de demandeurs d'asile vers un Etat membre déterminé.

A cet égard, il convient de souligner que l'Allemagne est tenue, en tant que Etat membre de l'Union européenne et signataire de la CEDH, au respect des dispositions de celle-ci et de celles du Pacte international des droits civils et politiques et de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10



décembre 1984, ainsi que des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, ci-après désignée par « la Convention de Genève », et dispose dès lors *a priori* d'un système de recours efficace contre les violations de ces droits et libertés.

Il y a encore lieu de souligner, dans ce contexte, que le système européen commun d'asile a été conçu dans un contexte permettant de supposer que l'ensemble des Etats y participant, qu'ils soient Etats membres ou Etats tiers, respectent les droits fondamentaux, en ce compris les droits trouvant leur fondement dans la Convention de Genève, ainsi que dans la CEDH, et que les Etats membres peuvent s'accorder une confiance mutuelle à cet égard. C'est précisément en raison de ce principe de confiance mutuelle que le législateur de l'Union européenne a adopté le règlement Dublin III en vue de rationaliser le traitement des demandes d'asile et d'éviter l'engorgement du système par l'obligation, pour les autorités des Etats, de traiter des demandes multiples introduites par un même demandeur, d'accroître la sécurité juridique en ce qui concerne la détermination de l'Etat responsable du traitement de la demande d'asile et ainsi d'éviter le « *forum shopping* », l'ensemble ayant pour objectif principal d'accélérer le traitement des demandes tant dans l'intérêt des demandeurs d'asile que des Etats participants. Dès lors, comme ce système européen commun d'asile repose sur la présomption - réfragable - que l'ensemble des Etats y participant respectent les droits fondamentaux, en ce compris les droits trouvant leur fondement dans la Convention de Genève, et que les Etats membres peuvent s'accorder une confiance mutuelle à cet égard, il appartient au demandeur de rapporter la preuve matérielle de défaillances avérées.

Quant à la preuve à rapporter par le demandeur à l'appui de son moyen tiré de la violation de l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2, du règlement Dublin III, le tribunal précise qu'il se dégage d'un arrêt de la CJUE du 19 mars 2019<sup>2</sup> que pour relever de l'article 4 de la Charte - similaire à l'article 3 de la CEDH -, auquel ladite disposition du règlement Dublin III renvoie, des défaillances existant dans l'Etat membre responsable, au sens dudit règlement, doivent atteindre un seuil particulièrement élevé de gravité, qui dépend de l'ensemble des données de la cause. Aux termes de ce même arrêt, ce seuil particulièrement élevé de gravité serait atteint lorsque l'indifférence des autorités d'un Etat membre aurait pour conséquence qu'une personne entièrement dépendante de l'aide publique se trouverait, indépendamment de sa volonté et de ses choix personnels, dans une situation de dénuement matériel extrême, qui ne lui permettrait pas de faire face à ses besoins les plus élémentaires, tels que notamment ceux de se nourrir, de se laver et de se loger, et qui porterait atteinte à sa santé physique ou mentale ou la mettrait dans un état de dégradation incompatible avec la dignité humaine<sup>3</sup>.

Ledit seuil ne saurait donc couvrir des situations caractérisées même par une grande précarité ou une forte dégradation des conditions de vie de la personne concernée, lorsque celles-ci n'impliquent pas un dénuement matériel extrême plaçant cette personne dans une situation d'une gravité telle qu'elle peut être assimilée à un traitement inhumain ou dégradant<sup>4</sup>.

En l'espèce, il échet de relever de prime abord que, suite à la demande de reprise en charge des autorités luxembourgeoises sur base de l'article 18, paragraphe (1), point b), du règlement Dublin III, les autorités allemandes ont accepté sa reprise en charge sur base de l'article 18, paragraphe (1), point d), du prédit règlement, de sorte qu'en cas de transfert en

---

<sup>2</sup> CJUE, grande chambre, 19 mars 2019, affaire C-163/17, *Abubacarr Jawo c. Bundesrepublik Deutschland*, point 91.

<sup>3</sup> *Ibid.*, point 92.

<sup>4</sup> *Ibid.*, point 93.

Allemagne, il devra soit y être considéré comme un migrant en situation irrégulière, à défaut d'y réintroduire une nouvelle demande de protection internationale, et, partant en sa qualité de demandeur d'asile débouté comme sortant du champ d'application de la Convention de Genève, soit, dans l'hypothèse de l'introduction d'une nouvelle demande, comme demandeur ayant formulé une demande ultérieure au sens de la législation européenne, de sorte à pouvoir, théoriquement, se voir opposer une limitation, voire le retrait de l'accès aux conditions matérielles d'accueil.

Force est de constater que l'argumentation du demandeur se fonde sur sa crainte d'être considéré comme migrant en situation irrégulière en Allemagne sans pouvoir prétendre à une aide ou à un logement décent et que des conditions de vie potentielles précaires accentueraient son état de santé fragilisé.

Or, le demandeur est resté en défaut de fournir des indices concordants permettant de retenir qu'en tant que demandeur de protection internationale débouté, transféré en Allemagne, il risquerait d'être confronté à des difficultés atteignant un degré de gravité tel qu'elles puissent être qualifiées de traitements inhumains et dégradants au sens des articles 3 CEDH et 4 de la Charte.

Le tribunal constate encore que ni lors de son entretien Dublin ni auprès de la police-grand-ducale, il n'a fait état d'expériences négatives qu'il aurait vécues en Allemagne en tant que demandeur de protection internationale, étant relevé qu'il a déclaré avoir vécu dans un foyer pour demandeurs de protection internationale, et n'avance pas non plus des raisons concrètes permettant de penser que les autorités allemandes responsables du traitement de sa demande de protection internationale, respectivement des suites à y donner, n'ont pas analysé correctement sa demande de protection internationale antérieure avant de l'en débouter ou qu'en tant que demandeur de protection internationale débouté, il n'aurait pas ou n'aurait pas eu accès à la justice de cet Etat pour, le cas échéant, faire valoir ses droits, que ce soit en relation avec la décision de rejet de sa demande de protection internationale ou avec une éventuelle mesure d'éloignement vers son pays d'origine. En tout état de cause, il n'appartient pas au ministre de mettre en doute la décision de rejet des autorités de l'Etat membre responsable, le contraire aboutissant, en effet, à ce que le ministre procède à une nouvelle analyse d'une demande d'ores et déjà rejetée dans un Etat membre, façon de procéder qui relèverait toutefois du « *forum shopping* » que le règlement Dublin III vise justement à éviter<sup>5</sup>.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent, d'une part, que le demandeur n'a pas soumis au tribunal des éléments suffisamment convaincants permettant de retenir qu'en cas de retour en Allemagne, il encourt un risque de se voir confronté à une limitation *de facto* ou en vertu de dispositions légales ou réglementaires allemandes à des conditions d'accueil qui seraient contraires aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte.

D'autre part, le fait même de limiter ou de restreindre éventuellement totalement ou partiellement l'accès aux conditions matérielles d'accueil à des migrants ayant introduit une demande ultérieure après avoir essuyé un premier refus définitif à leur demande de protection internationale, est autorisé par la législation européenne<sup>6</sup>, de sorte que même à supposer qu'en

---

<sup>5</sup> Voir notamment Trib. adm. 8 août 2018, n° 41457 du rôle et Trib. adm. 17 octobre 2018, n°41694 du rôle, disponibles sur [www.jurad.etat.lu](http://www.jurad.etat.lu).

<sup>6</sup> Directive 2013/33 UE, Considérants 11 et 25, de même que art. 20.

cas de retour du demandeur en Allemagne, il serait confronté à une limitation de l'accès aux conditions d'accueil, une telle limitation ne constitue pas *per se* une violation des articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte, sous réserve d'une possibilité d'accès, à l'instar de toute autre personne en situation de détresse, en ce compris les nationaux, à un dispositif d'aide d'urgence.

La question litigieuse, en l'espèce, se pose dès lors davantage en termes d'accès à l'aide sociale d'urgence de droit commun plutôt qu'en termes d'accès au système d'accueil spécifiquement mis en place pour les besoins des demandeurs de protection internationale.

Une telle approche est également retenue par le Conseil d'Etat français<sup>7</sup>: « *le bénéfice [de l'accès à tout moment à un dispositif d'hébergement d'urgence] ne peut être revendiqué par l'étranger dont la demande d'asile a été définitivement rejetée et qui a fait l'objet d'une mesure d'éloignement contre laquelle les voies de recours ont été épuisées qu'en cas de circonstances particulières faisant apparaître, pendant le temps strictement nécessaire à son départ, une situation de détresse suffisamment grave pour faire obstacle à ce départ* ».

Dans ce contexte et de manière plus générale, le tribunal relève encore que la CourEDH a considéré de manière régulière que l'article 3 de la CEDH ne saurait être interprété comme obligeant les Etats membres à garantir un droit au logement à toute personne relevant de leur juridiction. Il ne saurait pas non plus être tiré de l'article 3 de la CEDH un devoir général de fournir aux réfugiés une assistance financière pour que ceux-ci puissent maintenir un certain niveau de vie<sup>8</sup>.

La CourEDH a de même retenu qu'aucune disposition de la CEDH ne saurait être interprétée comme conférant à une personne le droit de jouir d'un niveau de vie donné ou le droit d'obtenir une aide financière de l'Etat<sup>9</sup>.

Par ailleurs, un Etat ne peut pas se voir reprocher de vouloir inciter une personne définitivement déboutée de sa demande de protection internationale et *a fortiori* en situation irrégulière de quitter volontairement le territoire sur lequel elle réside irrégulièrement ; le fait d'être, le cas échéant, exposé à la nécessité d'entreprendre des démarches administratives plus contraignantes pour obtenir une assistance, telle que la mise à disposition d'un logement gratuit de l'Etat où la personne en question se maintient en dépit d'une décision de refus, respectivement de ne pouvoir bénéficier que d'une aide plus limitée, ne saurait être considéré comme impliquant *ipso facto* un traitement inhumain et dégradant qui serait contraire à l'article 4 de la Charte, respectivement à l'article 3 de la CEDH.

Concrètement en l'espèce, le tribunal relève encore que les contestations du demandeur sont exclusivement fondées sur des supputations et affirmations, sans que celui-ci n'ait produit une pièce ou un indice permettant de renverser la présomption, réfragable, exposée ci-avant.

Il ne produit ainsi aucun élément suggérant qu'un demandeur de protection internationale débouté ne puisse bénéficier en Allemagne d'une assistance minimale lui permettant de faire face à ses besoins élémentaires, de même qu'il n'apporte aucun indice

---

<sup>7</sup> Voir par exemple Conseil d'Etat, 4 juillet 2013, n°369750.

<sup>8</sup> CourEDH, grande chambre, 4 novembre 2014, *Tarakhel c. Suisse*, n° 29217/12, points 94 et 95, et les jurisprudences y citées.

<sup>9</sup> CourEDH, 20 avril 1999, *Wasilewski c. Pologne*, n° 32734/96.

suggérant qu'un demandeur de protection internationale ayant quitté irrégulièrement la résidence lui attribuée soit sanctionné par une réduction de l'aide disponible.

Par ailleurs, le tribunal relève qu'il résulte du dossier administratif et en particulier de l'accord de reprise en charge des autorités allemandes que le requérant sera accueilli au centre d'accueil pour primo-arrivants (« *Erstaufnahmeeinrichtung* ») à ....

Pour le surplus, le tribunal relève que si le demandeur devait estimer que le système d'aide allemand - que ce soit celui offert aux demandeurs de protection internationale ou celui accessible à tous les résidents allemands - était à tel point avilissant qu'il impliquerait *per se* un traitement inhumain et dégradant contraire à l'article 4 de la Charte, respectivement à l'article 3 de la CEDH, il lui appartiendrait de faire valoir ses droits directement auprès des autorités allemandes en usant des voies de droit adéquates, respectivement devant les instances européennes adéquates ; il en va de même si le demandeur devait estimer que le système allemand n'était pas conforme aux normes européennes ; dans ce cas, il lui appartiendrait de faire valoir ses droits sur base de la directive n° 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale, ci-après désignée par « la directive 2013/32/UE », ainsi que de la directive Accueil directement auprès des autorités allemandes en usant des voies de droit adéquates.

Dans ces circonstances, le tribunal est amené à retenir que le demandeur reste en défaut d'établir l'existence de défaillances systémiques, plus particulièrement dans les conditions d'accueil, en Allemagne de nature à être qualifiées de traitement inhumain et dégradant au sens des articles 3 de la CEDH, 4 de la Charte et de l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2, du règlement Dublin III.

Cette conclusion n'est pas énervée par la référence faite par le demandeur à son état de santé, alors qu'il reste en défaut d'expliquer en quoi, un transfert vers l'Allemagne risquerait de l'exposer à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH invoqué à cet égard, étant relevé qu'il ne se dégage pas des éléments du dossier que le demandeur nécessiterait un traitement particulier, outre une surveillance en raison d'une éventuelle tuberculose, dont il n'est même pas allégué qu'il ne pourrait pas bénéficier en Allemagne.

Le moyen afférent encourt, dès lors, le rejet pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne le moyen fondé sur une non-application, par le ministre, de la clause discrétionnaire instaurée par l'article 17, paragraphe (1) du règlement Dublin III, celui-ci prévoit que : « *Par dérogation à l'article 3, paragraphe 1, chaque Etat membre peut décider d'examiner une demande de protection internationale qui lui est présentée par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, même si cet examen ne lui incombe pas en vertu des critères fixés dans le présent règlement. [...]* ».

S'il est vrai que, lorsqu'en application des critères du règlement Dublin III, l'Etat luxembourgeois n'est pas responsable de l'examen de la demande de protection internationale, il peut malgré tout décider d'examiner une demande de protection internationale en vertu de ladite clause discrétionnaire, cette possibilité relève cependant du pouvoir discrétionnaire du ministre, s'agissant d'une disposition facultative qui accorde un pouvoir d'appréciation étendu

aux Etats membres<sup>10</sup>. Si un pouvoir discrétionnaire des autorités administratives ne s'entend certes pas comme un pouvoir absolu, inconditionné ou à tout égard arbitraire, mais comme la faculté qu'elles ont de choisir, dans le cadre des lois, la solution qui leur paraît préférable pour la satisfaction des intérêts publics dont elles ont la charge<sup>11</sup>, et s'il appartient au juge administratif de vérifier si les motifs invoqués ou résultant du dossier sont de nature à justifier la décision attaquée<sup>12</sup>, de sorte que lorsque l'autorité s'est méprise, à partir de données fausses en droit ou en fait, sur ses possibilités de choix et sur les limites de son pouvoir d'appréciation, il y a lieu d'annuler la décision en question, encore faut-il que pareille erreur dans le chef de l'autorité administrative résulte effectivement des éléments soumis au tribunal. Par ailleurs, dans le cadre du contrôle d'un pouvoir discrétionnaire, le tribunal est amené à sanctionner une disproportion si celle-ci est manifeste.

De l'entendement du tribunal, le demandeur entend en substance invoquer à l'appui du moyen fondé sur une violation de l'article 17 du règlement Dublin III les mêmes considérations que celles avancées à l'appui du moyen fondé sur une violation de l'article l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2, du règlement Dublin III.

Comme le tribunal vient de retenir dans le cadre de l'examen de la légalité de la décision attaquée par rapport à l'article 3, paragraphe (2), alinéa 2 du règlement Dublin III que le demandeur est resté en défaut d'établir de faire l'objet d'un traitement inhumain et dégradant au sens des articles 4 de la Charte, respectivement 3 de la CEDH en cas de transfert en Allemagne, et que c'est sur base de cette même argumentation que le demandeur estime que le ministre aurait dû appliquer la clause discrétionnaire, il y a lieu de retenir qu'il ne saurait pas davantage être reproché au ministre de s'être mépris sur ses possibilités de choix et sur les limites de son pouvoir d'appréciation en ne faisant pas usage de la simple faculté discrétionnaire lui offerte par l'article 17, paragraphe (1), du règlement Dublin III d'examiner la demande de protection internationale du demandeur, alors même que cet examen incombe aux autorités allemandes.

Quant à son état de santé avancé par le demandeur, il ne se dégage pas des éléments du dossier que celui-ci aurait dû amener le ministre à user de la clause discrétionnaire. En effet, si le demandeur a produit un rapport de la direction de la santé du 25 février 2021, dont il ressort que le test IGRA a été positif et que le médecin-inspecteur recommande une surveillance clinique et radiologique tous les 6 mois pendant 2 ans en relation avec une éventuelle tuberculose, il ne se dégage pas des éléments à la disposition du tribunal que cet état de santé soit d'une gravité particulière telle qu'il aurait dû amener le ministre à user de la clause discrétionnaire inscrite à l'article 17 du règlement Dublin III.

Dans ces conditions, le constat fait par le ministre à travers la décision attaquée que le demandeur ne fait valoir aucun élément humanitaire ou exceptionnel qui ne serait pas couvert par les dispositions du règlement Dublin III et qui devrait amener les autorités luxembourgeoises à se déclarer responsables pour le traitement de sa demande de protection internationale n'est pas sujet à critique.

---

<sup>10</sup> CJUE, 21 décembre 2011, N.S. e.a., C-411/10 et C-493/10, point 65.

<sup>11</sup> « Les limites du pouvoir discrétionnaire des autorités administratives », in Rapports belges du VIIe Congrès international de Droit comparé, Bruxelles, CIDC, 1966, p.449.

<sup>12</sup> CdE, 11 mars 1970, Pas. 21, p.339.

Le moyen relatif à la violation de l'article 17, paragraphe (1), du règlement Dublin III est dès lors également à rejeter pour être non fondé.

Partant, il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent, et à défaut d'autres moyens, que le recours est à rejeter pour être non fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, déclare le recours non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique extraordinaire du 7 mai 2021 par :

Annick Braun, vice-président,  
Alexandra Castegnaro, premier juge,  
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier Marc Warken.

s.Marc Warken

s.Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 7 mai 2021

Le greffier du tribunal administratif